



INFOBLATT

Das Infoblatt wird den SAFE-Mitgliedern kostenlos zugestellt. Weitere Interessenten melden sich bitte bei: R. Lemm, WSL

IN EIGENER SACHE

SAFE Jahrestagung 2002

Riet Gordon

Die diesjährige Jahrestagung findet wie bereits angekündigt am 22./23. Oktober in Schiers GR statt. Die Tagung ist dem Verhältnis der forstlichen Planung zu den Projekten EFFOR2 und NaiS (Nachhaltigkeit im Schutzwald) gewidmet. Im Vordergrund steht die Frage, welche Auswirkungen EFFOR2 und NaiS auf die forstliche Planung haben können und welches der Beitrag der forstlichen Planung an EFFOR2 und NaiS sein kann.

Am Nachmittag des 22. Oktober wird auf einer Exkursion in den Wäldern der Gemeinde Schiers das Planungskonzept des Kantons Graubünden (WEP, BP, Kontrolle) vorgestellt, und es werden mögliche Beziehungen zu EFFOR2 und NaiS aufgezeigt.

Am 23. Oktober stellen in zwei Kurzvorträgen die Exponenten von EFFOR2 und NaiS ihre Projekte vor und zeigen die Berührungspunkte mit der forstlichen Planung auf. Am Beispiel des Kt. Waadt wird ein Lösungsansatz für ein umfassendes Planungskonzept vorgestellt. Ziel der anschliessenden

den Gruppenarbeiten ist es, die sich aus den vorgestellten Projekten für die forstliche Planung ergebenden Fragen herauszukristallisieren und die Forderungen der forstlichen Planung an die Projekte zu erarbeiten. In der abschliessenden Diskussion soll die Position des SAFE entwickelt werden. Der statutarische Teil der SAFE-Jahrestagung findet am Abend des 22. Oktober statt.

An der Tagung sind alle interessierten Personen willkommen. Anmeldungen sind bis zum 20. September 2002 zu richten an: SAFE Sekretariat c/o Amt für Wald GR, Loestr. 14, 7000 Chur riet.gordon@afw.gr.ch, Fax 081 257 21 59

Das Detailprogramm und das Anmeldeformular kann von der Homepage des SAFE www.safe-csaf.ch heruntergeladen werden.

AUS DEN KANTONEN

OFFICE DES FORETS AMÉNAGEMENT FORESTIER DANS LE CANTON DU JURA

Jean-Ulrich Furrer
Section aménagement et projets

Les nouveaux outils de planification et de contrôle

Le Canton du Jura, dans sa toute nouvelle loi forestière de 1998, définit une approche novatrice de l'aménagement forestier. Conscient que la loi fédérale ne fait plus de distinction entre forêts privées et forêts publiques, conscient également qu'il manque une vision d'ensemble de nos forêts jurassiennes, le canton du Jura a réorganisé l'aménagement forestier en fonction des trois axes de développement suivants :

- la compatibilité des objectifs en aménagement avec les exigences de la Confédération, notamment en ce qui concerne la prise en considération des stations et des fonctions forestières, mais également en tenant compte de l'évolution de la stratégie de subventionnement de la Confédération (EFFOR 2),
- la structuration de la planification forestière à trois niveaux, en fonction du degré d'importance (plan directeur cantonal des forêts, plan d'aménagement communal des forêts, plan de gestion forestière). La réalisation des plans de gestion est obligatoire pour des forêts d'une superficie de plus de 50 ha.
- la mise sur pied d'outils modernes et performants permettant une planification et un contrôle efficace et durable en aménagement (inventaire forestier, etc.)

Les nouveaux outils développés en vue d'une meilleure efficacité de la planification forestière et du contrôle de l'évolution de nos forêts

Ces nouveaux outils ont un point commun : par une utilisation des

AUS DEM INHALT

In eigener Sache

Aus den Kantonen

Aus der Forschung

Publikationen

Ankündigung

Veranstaltungen

technologies modernes et par une optimisation des synergies, ils permettent d'atteindre des performances inégalées jusqu'ici, tout en restant modestes par rapport aux coûts d'acquisition. Ces outils touchent les domaines suivants :

La détermination des conditions de stations forestières

Le Canton du Jura a participé à l'élaboration d'une nouvelle clé de détermination des stations forestières ayant les caractéristiques spécifiques suivantes :

- il s'agit d'un instrument convivial pour l'utilisateur (tableaux en couleur, dessins des plantes indicatrices, etc.) et qui permet grâce à une clé dichotomique de s'initier soi-même à la cartographie des stations forestières.
- la clé est le fruit d'une collaboration intense entre plusieurs cantons, institutions et bureaux privés ; elle constitue par ailleurs une synthèse des meilleures connaissances dans les domaines aussi divers que la pédologie (typologie des sols de chaque station), le graphisme ou la structuration de la clé dichotomique.

Cette clé des stations constitue un outil de choix pour la vulgarisation des connaissances liées à la station. Pas loin de mille exemplaires ont ainsi été vendus dans le Jura et le Jura bernois, ainsi que dans les instituts universitaires de Suisse et d'Europe.

L'ensemble du corps forestier du canton du Jura (ingénieurs et gardes forestiers) est en possession de ce guide et a reçu une formation appropriée à son usage.

La clé des stations constitue par ailleurs l'outil de base pour la cartographie des stations. Une dizaine de communes sont sur le point de cartographier leurs forêts. Ce travail est réalisé en étroite collaboration avec le garde forestier de triage.

La détermination des fonctions forestières

Les fonctions prioritaires sont définies à l'échelon cantonal, dans le cadre du plan directeur des forêts (PDCF). La délimitation des fonctions n'est pas nécessairement réalisée dans le PDCF. Celui-ci définit les critères d'attribution, par exemple en ce qui concerne les réserves forestières ou les valeurs naturelles, mais ne délimite les zones prioritaires que pour la fonction protectrice ou pour des forêts bénéficiant déjà d'un statut particulier.

Pour la détermination des fonctions prioritaires, le Canton élabore

- un concept de réserves forestières
- un concept pour la détermination des valeurs naturelles en forêt
- une carte indicative des dangers naturels
- une carte des dangers contre les chutes de pierres au-dessus des voies de communications importantes et des zones bâties

La réalisation d'autres concepts est à l'étude, notamment pour la délimitation des pâturages boisés.

Le contrôle de la durabilité

Pour cet aspect, le canton du Jura possède 2 outils performants :

Les orthophotos numériques

Le Service des forêts et le Service de l'aménagement du territoire ont procédé à l'acquisition d'orthophotos numériques en couleur sur l'ensemble du territoire cantonal, avec une résolution pixel de 25, 50, et 100 cm et une précision altimétrique correspondant au MNT 25 en forêt et à max. 1 m hors forêt.

Cet outil d'une grande précision remplace dans bien des cas le plan d'ensemble et la carte nationale (il manque toutefois la possibilité de visualiser le sol forestier).

Les orthophotos numériques permettent notamment de

- contrôler l'évolution de la surface forestière
- d'élaborer les cartes de peuplements d'une manière simple et peu onéreuse, ce qui permet d'accélérer la cadence de leur réalisation.
- d'améliorer sensiblement la qualité et la rapidité de l'ensemble des travaux de cartographie forestière.

Pour le Service des forêts il est actuellement impensable de se priver des orthophotos numériques dans les différents domaines d'activité, comme l'aménagement ou le droit forestier.

L'inventaire forestier cantonal

Le Canton du Jura va réaliser au cours des 3 prochaines années un inventaire forestier sur l'ensemble de la superficie forestière. L'objectif de cet inventaire est de

- définir d'une manière qualitative et quantitative l'état des forêts sur l'ensemble du canton, permettant d'obtenir des résultats fiables au niveau du Plan directeur cantonal, des plans d'aménagement communaux et des plans de gestion.
- contrôler la durabilité des fonctions forestières aux niveaux cantonal, régional et communal.
- déterminer l'accroissement de nos forêts, définir le volume de bois exploitable (quotité) et évaluer les conditions d'exploitation.

Il s'agit d'un inventaire à placettes fixes, avec un maillage de 250 m (1 placette pour 6,25 ha de forêts). Le coût de réalisation de l'inventaire est estimé à 150.-/placette. Les données sont relevées aussi bien en forêt qu'en pâturage boisé et définies sur la base d'un catalogue de critères et d'indicateurs.

La réalisation de l'inventaire en un seul passage possède de nombreux avantages qui peuvent être énumérés comme suit :

- eine Harmonisierung der Daten (das Ensemble der Gemeinden und Eigentümer profitiert von einer Aktualisierung der Daten)
- eine Uniformierung der Erhebungen (Ergebnisse homogen über das Ensemble der Fläche der Forstwirtschaft),
- eine größere Verfügbarkeit der Ergebnisse (insbesondere für den Forstwirtschaftsplan)
- die größten Möglichkeiten der Analyse (Vergleich der Ergebnisse über die Zeit und zwischen Gemeinden oder Regionen)
- geringere Kosten
- eine Verbesserung der Qualität im Vergleich zu den bisherigen Erhebungen (Einfachheit der Verfahren und Professionalisierung der Teams)

Mit dem forstwirtschaftlichen Inventar und den Orthophotos, wird der Kanton mit den notwendigen und unverzichtbaren Werkzeugen für die Kontrolle der Nachhaltigkeit der Wälder für die nächsten 20 Jahre ausgestattet.

AUS DER FORSCHUNG

Nachhaltige Waldentwicklung

Beate Hasspacher

siehe auch SAFE-Info-Blätter Nr. 11, 12

Stand der Arbeiten

Das Projekt "Grundlagen für die Kontrolle der nachhaltigen Waldentwicklung und -bewirtschaftung in den Kantonen" hat das Ziel, die Kantone bei der Ausarbeitung ihrer Systeme zur Überwachung der nachhaltigen Waldentwicklung und zur Kontrolle der nachhaltigen Waldnutzung zu unterstützen. Träger des Projektes sind SAFE und BUWAL. In der Zeit von September 2001 bis Juni 2002 wurde das Thema in 5 Workshops von einer Arbeitsgruppe aus Planungsfachleuten bearbeitet.

Tabelle 1: Empfohlener Aufbau und Indikatorbeispiel:

Helsinki-Kriterien	Zustandsindikatoren	Massnahmenindikatoren	Einflussindikatoren
(1) Forstliche Ressource und Kohlenstoffkreislauf	Waldfläche in ha gegliedert nach Waldtypen	bewilligte Rodungsfläche pro Jahr	Waldfläche, für welche Rodungsgesuche eingereicht wurden
(2) Gesundheit und Vitalität des Ökosystems			
(3) Produktionsfunktionen des Waldes			
(4) Biologische Vielfalt			
(5) Schutz vor Naturgefahren			
(6) Sozioökonomische Funktionen			

Am Workshop vom 19.06.2002 in Olten wurden die Ergebnisse des Projektes präsentiert und zur Diskussion gestellt.

Die Ergebnisse der Studie werden in einem Bericht dargestellt. Er enthält einen Überblick über Ausgangslage, Umfeld und praktizierte Lösungen in den Kantonen (Fallbeispiele), ein Konzept zur Kontrolle der nachhaltigen Waldbewirtschaftung in den Kantonen (Grundsätze und Empfehlungen, Systematik) sowie Hilfen zur Entwicklung eines Indikatorensystems (Arbeitsschritte, Methodik, beispielhafte Herleitung von Schlüsselindikatoren).

Der Bericht wurde Anfang August einem relativ grossen Kreis von Personen (Referenten und Referentinnen, Mitglieder der Arbeitsgruppe, Mitglieder der Projekt-Steuergruppe, sowie weitere Fachpersonen) zur Stellungnahme zugestellt. Damit sollen eine breite Abstützung des Projektes sowie angemessene Darstellung der Inputs, Fallbeispiele und Querbezüge zu anderen Prozessen sichergestellt werden. Nach Eingang der Stellungnahmen wird der Bericht überarbeitet. Im Oktober sollte der definitive Bericht vorliegen, der dann 2003 als BUWAL-Publikation erscheinen wird.

Wichtigste Ergebnisse

Die Systematik

Die Studie beschäftigt sich mit der Nachhaltigkeitskontrolle im Wald auf der Ebene Kanton bzw. Region/Forstkreis. Für die kantonalen Systeme wird folgende Gliederung und begriffliche Systematik vorgeschlagen:

Definition der nachhaltigen Waldbewirtschaftung: paneuropäische Definition, Helsinki-Resolution H1

- **Kriterien** der nachhaltigen Waldbewirtschaftung: die 6 Helsinki-Kriterien
- **Strategien** und Ziele pro Kriterium, Konkretisierung der Kriterien auf kantonaler Ebene
- **Indikatoren**, zu erfassende Kenngrößen pro Strategie
- **Zielwerte** zur Konkretisierung der kantonalen Strategien und regionalen Ziele

Das Indikatorensystem

Nachhaltigkeit wird im gesellschaftlichen Diskurs und in politischen Zusammenhängen definiert. Die Festlegung von Indikatoren zur Überwachung der nachhaltigen Entwicklung ist somit eine wertgeleitete Handlung. Die Wahl der Indikatoren ist direkt von den Zielen und Wertsystemen abhängig.

Es wird empfohlen, die Indikatoren pro Kriterium und Strategie zu formulieren, sowie jeweils verschiedene Indikatortypen auszuwählen (Tab.1):

Wieviele Indikatoren soll das System enthalten?

- Möglichst wenige! (Handhabbarkeit, Einfachheit, Kosten)
- jedoch pro Kriterium und Strategie mindestens 1 Indikator,
- und genug Indikatoren, um die Komplexität der Sachverhalte, die Vielfalt der Ansprüche, Politik, Öffentlichkeitsarbeit usw. angemessen berücksichtigen zu können

Am Workshop vom 19. Juni wurde gemäss obenstehendem Schema ein Set von Leit-Indikatoren diskutiert, das als Empfehlung der SAFE-Arbeitsgruppe für die Anwendung in der Praxis in den Bericht aufgenommen werden wird. Gegenstand der Diskussion und der Empfehlung im Schlussbericht sind Inhalt und Aussagekraft der Indikatoren (nicht die Messmethoden).

Monitoring und Controlling

Der empfohlene Systemaufbau beinhaltet Monitoring und Controlling zur Sicherung der Zielerreichung.

Das **Monitoring** ist eine systematische Erhebung von Informationen und bildet die Waldentwicklung ab. Es dient als Grundlage zur Früherkennung problematischer Entwicklungen.

Das **Controlling** baut auf dem Monitoring auf. Es umfasst den Vergleich Ist-Soll, die Analyse und Interpretation der Daten und dient als Grundlage für Führungsent-scheide.

Instrumente des Controlling:

Operative Ebene:

- Vollzugskontrolle (Wurden die angeordneten Massnahmen ausgeführt?)
- Wirkungsanalyse (Waren die angeordneten Massnahmen zweckmässig, zielführend?)

Strategische Ebene:

- Zielerreichungskontrolle (Wurden die gesteckten Ziele erreicht?)
- Zielvaliditätsanalyse (Wurden die richtigen Ziele formuliert?)

Ein so verstandenes Controlling ist mehr als Kontrolle!

Ebenfalls wurde am Workshop diskutiert, ob ein 'Controlling' im Rahmen der Nachhaltigkeitskontrolle der Kantone zweckmässig ist.

Der grösste Handlungsbedarf bezüglich der bestehenden Nachhaltigkeitskontrolle im Wald wurde gesehen beim Aufbau von kohärenten Gesamtsystemen (Eingliederung bestehender Informationen und Prozesse, klare Zielvorgaben, Verbesserungen und Ergänzungen der Informationen); sowie bei der Entwicklung von Grundlagen und Zielsetzungsprozessen für die Waldfunktionen ausser Holzproduktion.

Für den Aufbau eines 'Controlling's bei den Kantonen sprechen folgende Argumente: Steuerungsinstrument, verbesserter und transparenterer Mitteleinsatz, Schnittstellen zur kantonalen Politik, verbesserte Berichterstattung, Bestandteil von New Public Management.

Als Gegenargumente oder erschwerende Faktoren wurden genannt: Grenzen der Transparenz und Einheitlichkeit der Zielsysteme (implizite, oder fehlende Ziele), Kosten, Besonderheiten der Vorgänge im Wald (komplex/schwierig zu erfassen, Langfristigkeit, z.T. kaum Steuerungsmöglichkeiten), Controlling auf Bundesebene ist günstiger.

Projektbearbeitung: ARGE Pan Bern und Hasspacher&Iseli GmbH, Olten

Kontaktadresse
Beate Hasspacher,
Hasspacher&Iseli GmbH,
Oberer Graben 9, 4600 Olten
Tel.: 062-212 82 81
Fax: 062-213 92 94;
E-Mail: hp@hasspacher-iseli.ch

Tabelle 2: Arbeitsgruppen

Bezeichnung der Arbeitsgruppe	Leiter der Arbeitsgruppe
Waldfläche	Rolf Manser
Waldschutz	Richard Volz
Holznutzung	Marco Zanetti
Biodiversität	Markus Bolliger
Schutzwald	Peter Greminger
Sozioökonomische Funktionen	Manfred Zbinden

Waldprogramm Schweiz (WAP-CH)

Barbara Allgaier Leuch

Ausgangslage und Zielsetzung

Seit der Totalrevision der Waldgesetzgebung, die in das Bundesgesetz über den Wald vom 4. Oktober 1991 und in die Verordnung über den Wald vom 30. November 1992 mündete, haben sich die Rahmenbedingungen und Anforderungen an den Wald und die Waldwirtschaft gewandelt. Auch werfen die in den letzten Jahren gehäuft aufgetretenen Naturkatastrophen (Stürme, Hochwasser, Lawinen) neue Fragen auf.

Mit der Erarbeitung eines politischen Handlungsprogrammes, dem Waldprogramm Schweiz des BUWAL, sollen dazu Lösungsansätze entwickelt, das Waldgesetz ergänzt und internationalen Verpflichtungen zur nachhaltigen Waldbewirtschaftung nachgekommen werden.

Struktur

Das Waldprogramm Schweiz ist ein politisches Handlungsprogramm, welches in einem partizipativen Prozess erarbeitet wird. Es ist ein Projekt des BUWAL. Als Projektleiter zeichnet der Eidgenössische Forstdirektor, Werner Schärer verantwortlich.

Das Waldprogramm wird von einem Projektteam, bestehend aus sechs Arbeitsgruppen ausgearbeitet (Tab.2).

In den Arbeitsgruppen haben BUWAL-interne und externe Spezialisten Einsitz genommen.

Begleitet wird das Projektteam vom sogenannten WAP-Forum. Im Forum sind Vertreter aus Politik, Wirtschaft, Interessenorganisa-

tionen und Verwaltung vereinigt. Es liefert inhaltliche Impulse und gibt Feedback auf Inputs im Sinne einer politischen Würdigung.

Projektverlauf

In den Jahren 2002/03 wird das Waldprogramm erarbeitet und der Synthesebericht verfasst. Ab 2004 erfolgt sodann seine Umsetzung mit der Revision der Waldgesetzgebung. Das revidierte Bundesgesetz über den Wald soll im Jahr 2007 in Kraft gesetzt werden.

Projektstand heute

- Das erste Meeting des Projektteams hat im März 2002 stattgefunden.
- Die Mitglieder der Arbeitsgruppen sowie des Forums sind bestimmt.
- Die ersten Sitzungen der Arbeitsgruppen haben stattgefunden.
- Das erste WAP-Forum fand am 10. Juni statt.

Weitere Informationen

Das BUWAL hat für das Waldprogramm eine eigene Website eingerichtet. Unter www.waldprogramm.ch (franz: www.programmeforestier.ch, it: www.programmaforestale.ch) wird aktuell über den Prozess berichtet.

Grünes Licht für das LFI3

Urs-Beat Brändli

«Der Bundesrat hat heute den Startschuss für das dritte Landesforstinventar gegeben. Das Erhebungsprogramm soll dazu dienen, den aktuellen Zustand des Waldes aufzuzeigen und allfälligen Veränderungen in den letzten zehn Jahren sichtbar zu machen. Die Arbeiten beginnen Anfang nächsten Jahres und dauern bis 2007. Das Landesforstinventar ist besonders hilfreich als Grundlage für

die Waldplanung, die Forschung und für Informationszwecke. Dies hat eine Wirkungsanalyse der ersten beiden Inventare gezeigt (siehe untenstehenden Hinweis auf die entsprechende Publikation). Das Budget 2003 bis 2007 für das dritte Landesforstinventar beträgt insgesamt 30,5 Millionen Franken, wovon 16 Millionen aus dem ordentlichen Budget der Eidgenössischen Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft (WSL) stammen. Der Bundesrat hat heute die fehlenden 14,5 Millionen Franken bewilligt. Der Betrag wird ins ordentliche Budget des BUWAL aufgenommen. Das erste Landesforstinventar wurde von 1982 bis 1986 erstellt, das zweite von 1993 bis 1995». Soweit die Medienmittlung des Eidg. Departementes für Umwelt, Verkehr, Energie, Kommunikation UVEK vom 21. August 2002.

Diese grundsätzliche Bestätigung des LFI als langfristige Zeitreihe ist sehr erfreulich. Allerdings ist auch zu sagen, dass die bewilligte Version nur teilweise dem ursprünglichen Antrag der Eidg. Forstdirektion und der WSL entspricht. Von den vier eingereichten Modulen hat die BUWAL-Direktion nur gerade eines dem Bundesrat vorgelegt, die absolut unbestrittene Minimalvariante, d.h. die Wie-

derholung des LFI2. Die Module «Verdichtung auf LFI1-Netz», «Gebirgswald und Schutzwirkung» und «Bodenvegetation» kamen nicht vor den Bundesrat.

Damit ist das bewilligte LFI3 wesentlich kleiner als die Bedürfnisse seiner Anwender. Die aufwändige und breit abgestützte LFI3-Bedarfsanalyse hat insgesamt acht Module ergeben. Wenn nun aber nur gerade die Minimalvariante, das Skelett so zu sagen, realisiert werden soll, hat das massive Konsequenzen. Die Vorinvestitionen auf der Hälfte der Waldprobestflächen des ersten LFI gehen verloren und viele wichtige Fragen zur Veränderung des Waldzustandes können nicht beantwortet werden. Eine Verdichtung auf das ursprüngliche LFI1-Netz (Modul 2) wäre für weitere 6,1 Millionen Franken zu haben gewesen.

Literaturhinweis:

Landesforstinventar, Wirkungsanalyse, zu LFI1 und 2 und Bedarfsanalyse für das LFI3, Umweltmaterialien NR. 143 (auf Deutsch mit einer Zusammenfassung auf Französisch). Bestellungen an: BUWAL, Dokumentation, Fax: 031 342 02 16 E-Mail: docu@buwal.admin.ch, Internet: <http://www.buwalshop.ch>, Bestellnummer: UM-143-D.

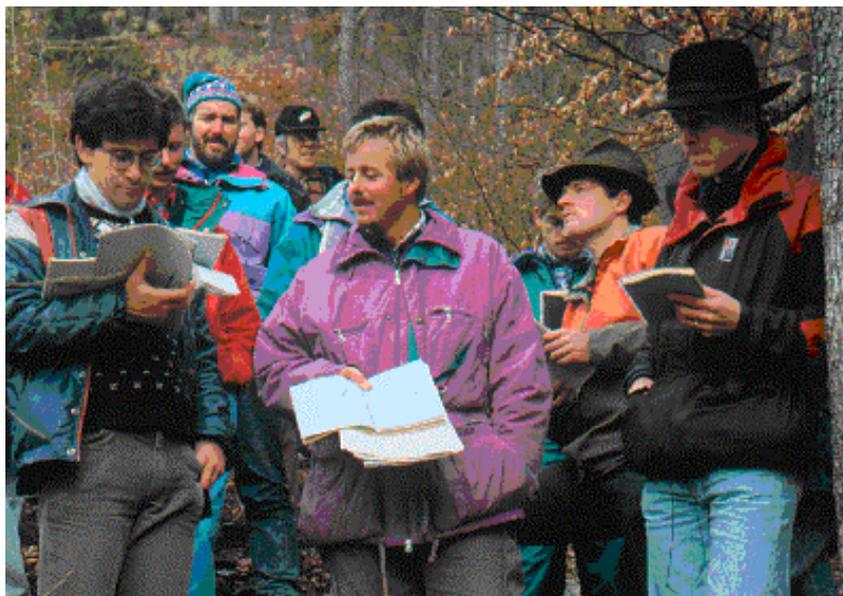


Abbildung 1: Für die Feldarbeiten zum dritten LFI (2004-2006) werden im kommenden Jahr rund 20 Mitarbeitende gesucht. Die Realisierung der gestrichelten Module hätte weitere 40 Arbeitsplätze geschaffen. (Bild: U.-B. Brändli, Ausbildungskurs LFI2)

Stand des LFI3 an der WSL

Adrian Lanz

Die Abteilung Landschaftsinventuren der WSL beschäftigt sich schon seit längerer Zeit intensiv mit den Vorbereitungen für das LFI3. Nach dem Budget-Entscheid des Bundesrats konzentrieren sich die Aktivitäten nun auf die Basisvariante, d.h. Wiederholung des LFI2. In dieser Variante sind im Wesentlichen terrestrische Feldaufnahmen auf dem 1,4 km-Netz des LFI2 und eine Luftbildinterpretation im 0,5 km-Netz zur Waldflächenbestimmung vorgesehen. Diese werden ergänzt durch Umfragen bei den Forstdiensten. Obwohl als Wiederholung des LFI2 konzipiert, zeichnen sich für das LFI3 verschiedene methodische Anpassungen ab. So stehen etwa für die Luftbildinterpretation erstmals Farbbilder zur Verfügung (Massstab ca. 1:25'000), die für das LFI digitalisiert werden. Für die Feldequipen werden neue Mess- und Datenerfassungsgeräte getestet. Der Katalog der Merkmale und die Aufnahmeinstruktionen werden auf Grund von Bedarfsabklärungen, Qualitätskontrollen und Kostenanalysen laufend auch in Zusammenarbeit mit externen Fachleuten optimiert. So sollen im LFI3 beispielsweise neue Baumhöhenmessgeräte eingesetzt werden, mit denen gleichzeitig kostengünstigere und präzisere Messungen möglich sein werden. Angepasst wird auch die Datenbank, die zudem in ein eigentliches Datendokumentationssystem ausgebaut werden soll. Dies gibt der WSL die Möglichkeit auch kantonale und regionale Inventurdaten (LFI-Verdichtungen) effizient zu verarbeiten. Die Berechnungen und Datenauszüge werden neu über ein Web-Interface ausgelöst und in verschiedenen Output-Formaten vom System (SAS/Oracle) bereitgestellt. Damit werden die technischen Voraussetzungen für einen Online-Zugriff auf die Inventurdaten von Fremdbenutzern geschaffen. Die wichtigsten Ergebnisse des LFI sollen als Buch und in elektronischer Form (Internet) einer breiten Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt werden.

Mitgewirkt - was hat es gebracht?

Frank Kessler

Die Jahrestagung der Arbeitsgemeinschaft für den Wald AfW vom 22. März in Fiez/VD widmete sich den Erfahrungen in der Mitwirkung verschiedenster Exponenten.

Im Waldgesetz (WaG) wird in Artikel 18 Absatz 3 gefordert, dass die Kantone bei Planungen von überbetrieblicher Bedeutung dafür zu sorgen haben, dass die Bevölkerung über deren Ziele und Ablauf unterrichtet wird, dabei in geeigneter Form mitwirken und diese einsehen kann. Unter dieser Vorgabe wurde versucht, die Erfahrungen mit Artikel 18 zu diskutieren. Kreisförster Denis Horiberger vermittelte auf eindrückliche Art und Weise, wie diese Vorgaben mit seinem „Plan directeur forestier regional du 7ème arrondissement“ umzusetzen sind. Der Saal war bestückt mit Plänen, Infotafeln, Ausstellungen von regionalen Produkten der Wald- und Holzwirtschaft, und als Krönung wurde eine Degustation verschiedenster Wirkungen von Eiche auf das Aroma lokaler Kellereierzeugnisse geboten - notabene, um die Absatzmöglichkeiten der Eichen aus dem Perimeter zu fördern. Die Begleitgruppe wird über den Abschluss des Projektes weiterbestehen und sich jährlich zum Erfahrungsaustausch und Erfolgskontrolle treffen. Die Ausstellung des WEP wanderte von Dorfplatz zu Dorfplatz und gab allen Einwohnern in der Region Einblick in die Planung.

Die Exponenten unterschiedlichster Waldinteressen, vom Naturschutz über verschiedene Freizeitaktivitäten (Reiter, Biker usw.) bis zur Jagd brachten ihre persönlichen Erfahrungen in, resp. mit der Mitwirkung ein. Schnell wurde allen klar, dass die Erwartungen von engagierten „Mitwirkern“ häufig nicht erfüllt werden konnten. Einzelne Teilnehmer standen mit radikalen, allgemeinen Forderungen ebenso abseits wie nur auf Einzelinteressen fixierte Teilnehmer. Als Vertreter einer „Waldbenutzergruppe“ sollte man ein

Thema, hier am Beispiel des Naturschutzes aufgezeigt, umfassend vertreten. Vermutlich ist es nicht möglich, in einer Person den Querschnitt vom behördlichen Naturschutz über örtliche Natur- und Vogelschutzorganisationen bis zu Einzelinteressen wahrzunehmen, zumal meist auch die verfügbaren Grundlagen für konkrete Forderungen fehlten (oder der entsprechenden Person nicht bekannt waren). Der zeitliche Aufwand wurde nur teilweise als problematisch bezeichnet, verteilen sich doch die Sitzungen der Begleitgruppen über mehrere Monate. Dennoch gab es auch Wechsel bei den Ansprechpersonen, was zu Verzögerungen des Prozesses und ermüdenden Wiederholungen von Diskussionen führte.

Als Hauptprobleme kristallisieren sich folgende Punkte heraus:

- Gesprächskultur und Konsensbereitschaft(-möglichkeit) der Interessenvertreter
- Verfügbarkeit konkreter, perimeterspezifischer Grundlagen wie Inventare usw. und Einbezug von lokalem Expertenwissen
- Fehlende Lokalkenntnisse

Die Zielsetzung der Mitwirkung ist oft nicht bekannt - ist es nur der gemeinsame Weg zum Ziel oder soll es der Start zu einer gemeinsamen, langfristig ausgerichteten Kommunikation werden?

Der WEP-Prozess ist kantonal sehr unterschiedlich organisiert - allen gemeinsam aber ist, dass er für die Mitwirkenden etwas „Einmaliges“ ist. Darauf sollten diese Personen vorbereitet werden. Natur- und Vogelschutzorganisationen bieten Kurse für ihre Mitglieder an, um die Abläufe zu erläutern, Sinn, Wirkung und Chancen aufzuzeigen und die Anforderungen an die Mitwirkenden zu formulieren - Nachahmung erwünscht. Der Idealtyp des Mitwirkenden muss

- vorgängig Grundlagen beschaffen (Hilfestellung des SAFE: nach was muss er suchen, welche Informationen müssen bereitgestellt werden,

welche Aussagen müssen möglich sein)

- Fachwissen und Lokalkenntnisse über den ganzen Perimeter einbringen
- als Vertreter für den ganzen Prozess zur Verfügung stehen, in seinem Umfeld akzeptiert sein und den Kontakt pflegen
- offen für die Interessen anderer Waldbenutzer sein und Kompromisse eingehen können und
- beim Ganzen immer daran denken, dass der Wald einen Besitzer hat, welcher (insbesondere im Privatwald) zuerst überzeugt und für Massnahmen gewonnen werden muss.

Der Prozess ist beschrieben, Erfahrungen sind gesammelt und sollen den Mitwirkenden in neuen Prozessen verfügbar gemacht werden. Vorbereitete und motivierte Benutzervertreter lassen den schalen Geschmack von Alibi-Mitwirkungen schnell vergessen und bringen langfristig tragbare Resultate, die miteinander weiterverfolgt und überwacht werden können.

Kontaktadresse:
Frank Kessler, Geschäftsführer
Arbeitsgemeinschaft für den Wald AfW

PUBLIKATIONEN

BUWAL-Publikationen 2002:

Hans Peter Schaffer

Landesforstinventar, Wirkungsanalyse zu LFI1 und 2 und Bedarfsanalyse für das LFI3, Umwelt Materialien Nr. 143, Wald, UM-143-D

Nach Abschluss des zweiten (LFI2) und im Vorfeld des dritten Landesforstinventars (LFI3) wird eine Wirkungsanalyse zu den beiden durchgeführten Inventaren gemacht und der Bedarf für eine dritte Erhebung (LFI3) ermittelt.

Effor2; Konzeptbericht Umwelt-Materialien Nr. 145, Wald, UM-145-D (français: UM-145-F)

In einer Pilotphase von 1997 bis 2001 wurden mit fünf konkreten Pilotprogrammen die Grundzüge einer neuen wirkungsorientierten Subventionspolitik des Bundes erarbeitet und getestet.

Wiederherstellung und Ersatz im Natur- und Landschaftsschutz, Leitfaden Umwelt, Nummer 11, 319.776d (français: 319.776f)

Dem Verlust der Artenvielfalt kann nur wirksam begegnet werden, wenn genügend grosse und funktionsfähige Lebensräume erhalten werden. Für Vorhaben, welche schutzwürdige Lebensräume beeinträchtigen, sollen geeignete Wiederherstellungs- und Ersatzmassnahmen vorgesehen werden.

Arbeitssicherheit bei Holzerntearbeiten, Schlussbericht der Arbeitsgruppe Umwelt-Materialien Nr. 150, Wald, UM-150-D

Im Bericht wird abgeklärt, mit welchen Massnahmen eine Verbesserung der Arbeitssicherheit bei Holzerntearbeiten erreicht werden kann. Ausgelöst durch die tödlichen Unfälle bei Aufräumarbeiten im Bauern- und Privatwald nach dem Orkan Lothar wird das Unfallgeschehen bei Waldarbeiten analysiert.

Merkblatt zu umweltverträglichen Treib- und Schmierstoffen, Vollzug Umwelt, Merkblatt für die Praxis, VU-7024-D (français: VU-7024-F, italiano: VU-7024-I), lieferbar ab Oktober 2002

Das Merkblatt befasst sich mit dem Einsatz von Treib- und Schmierstoffen, die an sich zwar nicht als umweltgefährdend gelten, die aber bei der Verwendung im Wald problematisch sein können.

ANKÜNDIGUNG

Montagskolloquium Kontrollstichproben am 11.11.2002

40 Jahre permanente Stichprobeninventuren in der Schweiz

Referate mit anschliessender Diskussion

Leitung: Prof. Dr. P. Bachmann, ETH Zürich
Mitwirkende: Dr. P. Brassel, WSL; Prof. Dr. M. Köhl, TU Dresden, Tharandt; PD Dr. D. Mandallaz, ETHZ; Dr. P. Schmid-Haas, Kesswil; K. Winzeler, Kantonsforstamt Glarus

Vor rund vierzig Jahren, an einem Montagskolloquium im Wintersemester 1962/63, hat Dr. Paul Schmid-Haas die Idee der Kontrollstichprobe vorgetragen. Die breite Anwendung dieser Methode in der Schweiz und die seitherigen Entwicklungen rechtfertigen eine Standortbestimmung und einen Ausblick in die Zukunft. Die einzelnen Referate befassen sich mit der Entstehungsgeschichte der Kontrollstichprobenmethode, mit der heutigen und mit der zukünftigen Bedeutung permanenter Stichprobeninventuren im Wald sowie mit ausgewählten Optimierungsmöglichkeiten. Abschliessend wird ein Überblick über die weltweite Bedeutung solcher Inventuren gegeben.

Internationaler Tag des Waldes 2003

„Wald und Wasser - Lebensquelle und -grundlage“

Die UNO hat nach dem „Jahr der Berge“ das Jahr 2003 zum „Jahr des Wassers“ erklärt. Beide Themen stehen in einem engen Zusammenhang und können „nahtlos“ aneinander geführt werden.

Die schweizerische Trägerschaft des Internationalen Tages des Waldes (ITW) informiert die breite Öffentlichkeit am 21. März über die vielfältigen Leistungen des Waldes. Um die Sensibilisierungsarbeit zu verstärken, initiiert die Trägerschaft seit einigen Jahren in der ganzen Schweiz regionale Veranstaltungen zum Jahresthema, welche während des ganzen Jahres durchgeführt werden. An der Trägerschaftssitzung vom 23. Juni 2002 wurde für den ITW 2003 das Thema **Wald und Wasser** bestimmt.

Die Thematik Wasser gewinnt zunehmend an Bedeutung, sei es als Auslöser von Erdbeben und Erosionen im Bergwald sowie als Hochwasser und Überschwemmungen in den tiefer gelegenen Landschaften. Oder als knapper werdende Ressource an Trinkwasser, die in vielen Gegenden - auch der Schweiz - teilweise rationiert werden muss. Oder wegen der zunehmenden Verunreinigung, die vom temporären Badeverbot bis zur absoluten Untauglichkeit als Trinkwasser führen kann.

Für die Niederschlagsversickerung und Quellwasserfassungen bildet der Wald mit seiner naturnahen Bewirtschaftung die ökologische Versicherung der Wasserqualität. Bedeutende Mineralwassergesellschaften haben die Vorzüge des Waldes zum Schutz der Wasserqualität erkannt und die Wasserfassungen bewusst im Wald gewählt. In der Schweiz lagern etwa 260 Milliarden Kubikmeter Wasservorräte in Seen, als Grundwasser und im ewigen Eis der Gletscher. Nicht nur die Schweizer Holzvorräte sind europaweit die höchsten, auch die Wasservorräte sind viermal grösser als der europäische Durchschnitt. Verglichen

mit der Niederschlagsmenge lagert die Schweiz den Durchschnitt von vier Jahren ein.

Für alle Landesregionen kann die Thematik Wasser unabhängig der Jahreszeit und der Höhenlage umgesetzt werden und bietet attraktive Kombinationen von Wald und Wasser. Der Internationale Tag des Wassers bietet zudem willkommene Synergieeffekte.

Am ITW 2003 soll der Bevölkerung bewusst gemacht werden, welche Wechselwirkungen zwischen Waldleistungen und Wasser bestehen und wie mit der Waldentwicklungsplanung sowie der nachhaltigen und umweltverträglichen Bewirtschaftung die Wasserqualität als Lebensgrundlage geschützt wird. Den alltäglichen Wasserkonsumenten kann vermittelt werden, welche Leistungen der Wald für sie im Kleinen erbringt und wie mit einem respektvollen Verhalten auch künftige Generationen noch in den Genuss von ausreichendem und qualitativ hochwertigem Wasser kommen können.

Frank Kessler, Koordination ITW

Koordination Int. Tag des Waldes ITW

Postfach 931, CH-8029 Zürich
Tel. +41(0)1 387 12 52
Fax +41(0)1 387 11 00
Mail itw@bhz.ch Web www.silviva.ch/itw

SILVIVA Zentralsekretariat

Limmatplatz 2, CH-8031 Zürich
Tel. +41(0)1 275 10 10
Fax +41(0)1 275 10 20
Mail silviva@swissonline.ch

Impressum

Herausgeber:
Schweizerischer Arbeitskreis für Forsteinrichtung
Sekretariat
R. Gordon Loestrass 14 7000 Chur
Tel. 081 257 3855 /Fax 081 2572159
Redaktion:
R. Lemm, B. Allgaier, L. Bader
Tel. 01 7392478 /Fax 01 7392570

Nachdruck erwünscht
Auflage: 100 Exemplare

VERANSTALTUNGEN

18.-20.09.02

182. Jahreskongress der SANW: Wissenschaft und Zauberberg - Beiträge der Gebirgsforschung zum naturwissenschaftlichen Weltbild; SANW; Davos; 081/415 21 63; www.sanw-davos02.ch

19./20.09.02

Waldreservate; Bildungszentrum Wald Maienfeld; BZW Maienfeld; 081/303 41 41; www.bzwmaienfeld.ch

19./20.09.02

Mediation: Lernen Sie über eine den Siegeszug antretende Methode der Verhandlung und der Konfliktlösung Kräfte freizumachen, die Lösungen ermöglichen; Muri & Partner; Zürich; 01/388 98 58; www.mueripartner.ch

26. et 27.09.02

Audits internes: Environnement-Qualité-Sécurité: un outil de management, Formation continue en écologie; Uni Fribourg; 026/300 73 40/41/; www.unifr.ch/environ/

17.-20.10.02

Projektmanagement: Projekte planen - koordinieren - kontrollieren; Institut für Umweltwissenschaften Uni Zürich; ETH Zürich; 01/635 52 05; www.unizh.ch/uwinst/

22./23.10.02

SAFE-Jahrestagung in Schiers

Verhältnis der forstlichen Planung zu den Projekten EFFOR2 und NaiS (Nachhaltigkeit im Schutzwald); SAFE Sekretariat c/o Amt für Wald GR, Loestr. 14, 7000 Churriet.gordon@afw.gr.ch, Fax 081 257 21 59

30.10.02

Die emotionale Intelligenz; BWI; BWI Zürich; 01/632 05 30/11; www.uwi.ethz.ch

5./6.11.02

Optimierung der persönlichen Arbeits- und Sitzungstechnik; Bildungszentrum Wald Maienfeld; BZW Maienfeld; 081/303 41 41 www.bzwmaienfeld.ch

14. et 28.11.02

Interprétation automatique de photos aériennes; Lausanne; Fortbildung Wald und Landschaft c/o Pan Bern; 031/381 89 45

21.-22.11.02

Marketing im Naturschutz; ETH Zürich; Institut für Umweltwissenschaften Uni Zürich; 01/635 52 05; www.unizh.ch/uwinst/

21. et 22.11.02

Développement durable: du concept international à l'application locale - Références, outils, méthodologies, pratique; Uni Fribourg; Formation continue en écologie; 026/300 73 40/41/42; www.unifr.ch/environ/